

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE
123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

La Grève de mai et les communistes (*Varine*). — Lénine et les Reconstructeurs (*N. Lénine*). — La Rupture nécessaire (*J. Sadoul*). — Pour le Conseil national socialiste.

Lettre à Jean Longuet et aux Reconstructeurs (*A. Kemerer*). — Les élections allemandes (*J. Humbert Droz*). — La Pologne et la Russie (*H. Roland Holst*).

La Grève de Mai & les Communistes

La grande grève de mai 1920, qui a englobé près d'un million de travailleurs et s'est terminée par ce qu'on appelle communément un « échec », est un événement mémorable dans l'histoire des luttes du prolétariat français. Elle doit fatalement susciter d'abondants commentaires et engendrer des controverses de haut intérêt, qui influenceront sur l'orientation du mouvement ouvrier et sur la tactique syndicaliste dans la lutte de classes. Les communistes ont plus que tous autres, le droit et le devoir d'éclairer l'événement, de présenter aux masses ses véritables aspects et d'en tirer des enseignements précieux pour les futurs conflits.

La grève de mai offre une caractéristique essentielle : elle ne s'inspirait d'aucune doctrine : elle n'était ni révolutionnaire, ni réformiste, tout en visant à des fins réformistes et en étant imprégnée d'esprit révolutionnaire ; elle comportait les risques de la méthode révolutionnaire en se privant des avantages de cette méthode, et se condamnait elle-même à l'avortement en rendant inaccessible le but réformiste qu'elle se proposait d'atteindre. Telle est la conséquence d'une direction aveugle, celle des majoritaires de la C.G.T., privée des lumières d'une doctrine homogène ; les dirigeants syndicaux, ayant répudié le syndicalisme révolutionnaire comme ils repoussent le marxisme révolutionnaire, ayant négligé les expériences révolutionnaires contemporaines, et n'osant pas adopter franchement le réformisme avoué, ont formulé une conception informe, bâtarde et incohérente, qui ne mérite pas d'être appelée une doctrine, et qui ne pouvait guider le prolétariat ni vers une réforme, ni vers une révolution.

La « nationalisation industrialisée », proposée par la C.G.T. aux masses ouvrières comme une étape vers leur affranchissement, est le

projet le plus absurde qui se puisse imaginer. Il révèle l'étonnante indigence de savoir des cervelles qui l'ont conçu, un intolérable dédain des connaissances économiques et politiques accumulées depuis 1848, un scandaleux mépris de l'expérience de plus d'un demi-siècle de travail et de lutte, de l'action de la première, puis de la seconde Internationale, des leçons de la guerre et de la révolution russe. Il procède d'une idéologie petite-bourgeoise, compliquée de pédantesques prétentions à l'innovation sociologique, et point n'est besoin d'être devin pour prévoir que le prolétariat devra le reléguer au magasin des vieilles utopies, ou éprouver de terribles mécomptes.

En s'assignant pour mission suprême « l'abolition du patronat et du salariat », l'organisation syndicale a fondé, que ses dirigeants actuels le veuillent ou le nient, son programme sur le concept de la lutte de classes. La lutte de classes est la constatation d'un phénomène historique et actuel, dont les communistes ont tiré une doctrine claire et précise : l'exploitation d'une classe par une autre constitue les assises de la société capitaliste ; l'exploitation ne peut disparaître qu'avec la suppression des classes ; l'abolition du régime basé sur l'oppression d'une classe ne sera réalisée que par cette classe opprimée, quand elle atteindra la conscience de ses intérêts, de ses facultés, de sa puissance ; pour qu'elle atteigne ce niveau d'émancipation spirituelle, prélude à la libération économique, ses guides doivent faire pénétrer en elle la notion de classe. La conscience de classe, qui inspireront son action spécifique de classe. (On rougit d'être obligé de rappeler aux dirigeants confédéraux, ces postulats du communisme, que nul d'entre eux ne contestait six ans auparavant).

Or, les majoritaires syndicalistes, engagés dans la collaboration de classe, c'est-à-dire dans la trahison formelle, consciente ou inconsciente, des intérêts du prolétariat au profit des intérêts de la bourgeoisie, ont supprimé d'un trait de plume toute l'acquisition scientifique, en matière historique, politique et économique, apportée aux prolétaires par les socialistes-communistes et les socialistes-anarchistes. Et pour masquer leur servilité à l'égard du capital, ils ont inventé les « grandes collectivités » (*sic*), auxquelles ils entendent confier la gestion des entreprises « d'intérêt public » (*sic*) ; ainsi serait réalisé le miracle de la « nationalisation industrialisée » (*sic*). Examinons ce que dissimule ce galimatias.

Du point de vue de classe, une seule « collectivité » est digne d'intérêt : celle des travailleurs exploités ; elle seule peut accomplir une mission de transformation sociale, car elle seule n'a pas de privilèges à conserver. Toute autre « collectivité » est préoccupée du souci de sauvegarder et d'accroître ses appanages. La division de la société en « producteurs » et en « consommateurs » est arbitraire ; tous les êtres humains consomment, tous ne produisent pas, et parmi ceux qui produisent, les uns sont dépouillés d'une partie de la valeur qu'ils créent, les autres dépouillent les précédents. Le Conseil économique du travail a donc fait une classification artificielle et sans valeur en s'évertuant à imaginer une composition du « Conseil d'exploitation et de gestion » de l'entreprise nationalisée, répondant à la préoccupation de concilier les intérêts inconciliables de deux classes antagonistes, celle des exploités et celle des exploités.

Ouvrément, la C.G.T. n'avoue pas cette préoccupation de collaboration des classes. Elle la dissimule derrière une expression spéculative, en opposant « l'intérêt public » à « l'intérêt privé ». Cette formule inventée depuis longtemps par l'hypocrisie bourgeoise est vide de sens. L'intérêt du prolétariat et l'intérêt de la bourgeoisie sont les seuls facteurs en jeu ; ni l'un ni l'autre ne sont ni « public », ni « privé ». L'intérêt individuel existe, mais il est fonction de l'intérêt de classe, et les exemples fourmillent qui prouvent que l'ensemble d'une classe sait contrecarrer les intérêts individuels de certains de ses membres quand ces intérêts sont nuisibles à l'intérêt de classe.

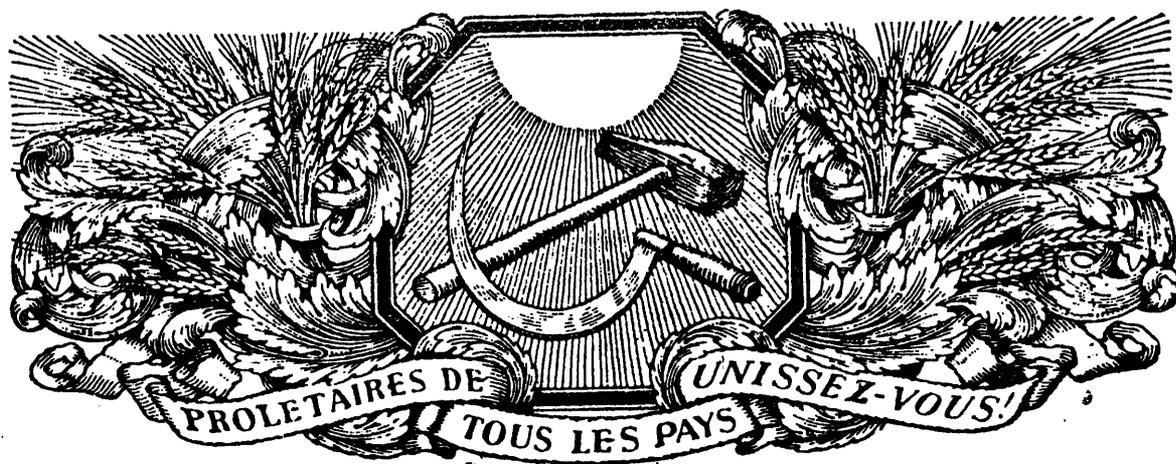
Ces conceptions petites-bourgeoises des « grandes collectivités », de « l'intérêt public », répondent à la nécessité de justifier la conception initiale invraisemblable de la « nationalisation industrialisée », que Jouhaux oppose à la « nationalisation étatisée ». Les communistes ne sont pas de ceux qui préconisent l'étatisme en régime capitaliste, car ils se refusent à renforcer les moyens de coercition et d'oppression dont dispose la classe bourgeoise, qu'ils entendent au contraire affaiblir et attaquer jusqu'à lui enlever toute possibilité de nuire ; ils ne conçoivent un

Etat prolétarien, substitué à l'Etat bourgeois, que pendant la période transitoire où la classe hier exploitée s'érigera en classe dominante pour abroger les distinctions de classe en anéantissant les privilèges économiques ; ils ne défendront donc pas la « nationalisation étatisée » et au contraire la combattront. Mais nous ne pouvons nier que l'« étatisation » est dans l'ordre des choses réalisables. Au contraire, la « nationalisation industrialisée » est dans l'ordre des choses absurdes. Vouloir créer dans l'Etat des organismes autonomes, au service de « l'intérêt public » et gérés par les « grandes collectivités », c'est concevoir un monstre économique et social. Il faut volontairement faire abstraction de toute la science communiste pour suggérer un tel remède aux souffrances des travailleurs. Ceux qui le proposent sont des rebouteux de la médecine sociale, car ils méconnaissent les vérités élémentaires de toute science véritable ; la constatation, l'observation, l'étude des faits, et les principes que cette étude permet de dégager et de définir. La critique communiste, en montrant que l'histoire des sociétés est l'histoire des luttes de classes, en prouvant que l'intérêt de classe est l'agent des transformations sociales, a discerné un élément de doctrine de valeur incontestable : le concept de classe. En le dédaignant, les syndicalistes majoritaires condamnent leurs théories à l'utopie, car ils les fondent sur des nuées, sur les fruits de leur imagination, au lieu de les baser sur les faits.

L'idéologie bourgeoise qui inspire les idées fondamentales du programme des syndicalistes majoritaires imprègne aussi toutes leurs méthodes. Méconnaissant l'influence du milieu économique sur la psychologie des masses ouvrières, ils décident des mouvements à date délibérée, au lieu de mettre à profit les moments favorables où les masses s'ébranlent spontanément sous la pression des conditions de vie qui leur sont imposées. Pis encore : ils jouent aux stratèges de la guerre sociale et font mouvoir par ordres successifs des « vagues d'assaut » imaginaires, qui n'assaillent rien, puisque les grévistes croisent leurs bras. Le syndicalisme caporalisé à la conquête de la nationalisation industrialisée ne pouvait aboutir qu'à l'avortement caractérisé.

Mais qu'on ne parle pas « d'échec » pour l'avant-garde révolutionnaire. Les communistes savent que la révolution ne s'accomplit pas à date fixe et, n'ayant pas tendu leurs efforts vers ce but au lendemain du 1^{er} mai, ils ne sauraient être considérés comme vaincus dans une bataille qu'ils n'ont pas livrée. Et quant à « l'échec » du mouvement de mai, il peut être infiniment profitable à la classe ouvrière si la leçon qu'il comporte est comprise. Il faut d'ailleurs que le prolétariat subisse des échecs pour qu'il acquière l'expérience du combat et que son âme se trempe aux épreuves.

VARINE.



Lénine et les Reconstructeurs

Les reconstructeurs aiment à affirmer que de simples « malentendus » les séparent des bolcheviks. L'article de Lénine, confirmant d'ailleurs tous les écrits antérieurs de l'illustre théoricien du communisme révolutionnaire, anéantit cette audacieuse assertion. En réponse aux démarches de Longuet, Lénine réfute impitoyablement les thèses reconstructrices, avec plus de force que nous l'avons fait nous-mêmes, mais avec l'esprit qui nous guidait et en s'armant des principes que nous ne cessons de propager. L'accord est parfait entre les bolcheviks et nous ; le désaccord est total entre les bolcheviks et les reconstructeurs. Ceux-ci, qui tergiversaient d'en douter, ne peuvent plus l'ignorer.

I

Le citoyen Jean Longuet m'a fait parvenir une lettre dont la teneur fondamentale consiste dans les mêmes griefs que ceux contenus dans son article : « Comment on trompe les Russes » (*Populaire* du 10 janvier 1920). Ce numéro de son journal, Longuet me l'a adressé en même temps que le manifeste du « Comité pour la reconstruction de l'Internationale ». Dans ce manifeste, deux projets de résolution sont insérés, en vue du prochain congrès du parti socialiste français qui aura lieu à Strasbourg. Il est signé, au nom du « Comité pour la reconstruction de l'Internationale » par 24 personnes : Amédée Dunois, la citoyenne Fanny Clar, Caussy, Délépine, Paul Faure, L.-O. Frossard, Eugène Frot, Gourdeau, la citoyenne Leiciague, Le Troquer, Paul Louis, Jean Longuet, Maurice Maurin, Mayéras, Mouret, Mauranges, Palicot, Pécher, la citoyenne Ma-

rienne Rauze, Daniel Renoult, Servantier, Sixte-Quenin, Tomasi, Verfeuil.

Il me paraît superflu de répondre aux griefs et aux attaques de Jean Longuet : l'article de F. Loriot, dans la *Vie Ouvrière* du 16 janvier 1920, sous le titre : « Tout doux, Longuet ! », et celui de Trotsky dans le numéro de l'*Internationale Communiste* intitulé : « Jean Longuet » (1), constituent des réponses suffisantes. Il reste bien peu de chose à y ajouter.

Sans doute, il conviendrait de réunir toutes les pièces relatives à l'histoire de l'échec de la grève du 21 juillet 1919. Mais, de Moscou, je ne suis pas en mesure de le faire. Il m'a seulement été donné de voir dans un journal communiste autrichien un extrait de l'*Avanti!* où se trouve divulgué le misérable rôle joué dans cette affaire par un des plus ignobles social-traitres (ou anarchistes-traitres ?), le brailard ex-syndicaliste Jouhaux. Pourquoi donc Longuet ne chargerait-il pas quelqu'un de ce travail si facile à Paris, et qui consisterait à réunir tous les documents, toutes les notes, tous les articles des journaux communistes européens, toutes les interviews spéciales se rapportant à l'échec de la grève du 21 juillet et à tous les chefs et personnages intéressés ? Nous éditerions cet ouvrage avec enthousiasme.

Sous les mots « éducation socialiste » que les centristes de tout l'univers (les Indépendants en Allemagne, les Longuetistes en France, l'Indépendant Labour Party en Angleterre, etc.), emploient si fréquemment et si volontiers, il convient de comprendre non pas la pédante répétition doctrinale des lieux communs du socialisme, insupportables à tous, et n'inspirant plus confiance à personne depuis

(1) Cet article de Léon Trotsky a été publié dans le n° 12 du *Bulletin Communiste*.

1914-1918, mais l'incontestable révélation des fautes des leaders et des erreurs du mouvement.

Un exemple. Tous les chefs, tous ceux qui se donnent comme les représentants du parti socialiste, des syndicats, des coopératives ouvrières, qui, dans la guerre 1914-1918, furent pour la défense de la patrie, se comportèrent en traîtres du socialisme. Divulguer leurs fautes inlassablement, démontrer systématiquement que cette guerre fut des deux côtés une guerre de brigands pour le partage d'un butin volé, qu'une pareille guerre était inévitable sans le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie par le prolétariat, voilà ce que signifie en fait, faire du travail « d'éducation socialiste ».

Et précisément, les résolutions que j'ai citées parlent de cette éducation, mais ne font en réalité qu'un travail de corruption, car elles couvrent, étouffent ces perfidies, ces trahisons, la routine, l'inertie, la lâcheté, l'esprit bourgeois, les erreurs, alors que la véritable éducation consiste à les surmonter, et à les éliminer consciemment.

II

Les deux résolutions des longuettistes ne valent rien. Mais après tout, elles correspondent bien à un but particulier : l'illustration du mal le plus dangereux pour le mouvement ouvrier actuel d'Occident. Ce mal, c'est que les vieux leaders, se rendant compte de l'irrésistible sympathie des masses pour le bolchevisme et pour le pouvoir soviétiste, cherchent (et trouvent souvent !) une issue dans la reconnaissance en paroles de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétiste, restant en fait, soit les ennemis de cette dictature, soit des hommes incapables ou indésireux de comprendre sa signification et de la réaliser.

La chute de la première République soviétiste de Hongrie (pour une qui tombe, la deuxième suivra triomphante) a démontré amplement combien le danger d'une telle sorte de mal était grand, immensément vaste. Une série d'articles dans le *Drapeau rouge* (*Die Rote Fahne*) l'organe central du parti communiste autrichien, a mis à nu une des principales causes de cette chute : la perfidie des « socialistes », qui en paroles passèrent du côté de Bela Kun et se déclarèrent communistes, tandis qu'en réalité ils ne firent rien pour mettre en vigueur les mesures correspondant à la dictature du prolétariat, puis hésitèrent, s'effrayèrent, rejoignirent la bourgeoisie, sabotèrent pour la plupart la révolution prolétarienne et finirent par la trahir.

Les puissants forbans de l'impérialisme mondial qui entouraient la République soviétiste hongroise (c'est-à-dire la bourgeoisie des gouvernements d'Angleterre, de France, etc.), surent parfaitement tirer profit de ces attitudes chancelantes, et par les mains des bourgeois roumains réussirent avec une rage féroce à l'étrangler.

Il n'y a pas de doute qu'une partie des socialistes hongrois soit passée franchement du

côté de Béla Kun et se soit déclarée sincèrement communiste.

Mais la substance même de l'affaire n'est nullement modifiée par ce fait : l'homme qui se déclare « sincèrement » communiste, qui en réalité, au lieu d'une politique impitoyablement ferme, implacablement résolue, hardie, héroïque, (seule une semblable politique est conforme à la reconnaissance de la dictature du prolétariat), nuit à sa cause, par son absence de caractère, par ses hésitations, par son indécision, commet une trahison indirecte : il n'en n'est pas moins un traître. Du point de vue personnel, la différence entre le traître par faiblesse et le traître par intention et par calcul est très grande ; du point de vue politique il n'y a pas de différence, car la politique, c'est en fait le sort de millions d'hommes, qui ne se modifie pas du seul fait que des millions d'ouvriers et de paysans pauvres soient trahis par des traîtres par faiblesse ou par des traîtres par intérêts.

Quelle fraction des Longuettistes, signataires des résolutions que nous avons envisagées, donnera des hommes de la première ou de la deuxième des catégories sus-mentionnées ou de quelque troisième catégorie, c'est là une chose qu'il nous est impossible de connaître en ce moment, et tenter de répondre à cette question serait un non-sens. L'important, c'est que ces Longuettistes, en tant que tendance politique, pratiquent précisément en ce moment, la politique même des « socialistes » et « des social-démocrates » hongrois qui ont causé la perte du pouvoir soviétiste en Hongrie. Les Longuettistes mènent cette même politique, car tandis qu'ils se déclarent en paroles les partisans de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétiste, ils continuent, en réalité, à se conduire comme autrefois, ils continuent à défendre dans leurs résolutions et à réaliser par leur action la politique caduque des petites concessions au social-chauvinisme, à l'opportunisme, à la démocratie bourgeoise, politique d'hésitation, d'indécision, de souplesse, d'échappatoires, de silence, etc., etc.

Ces maigres et chétives concessions, ces hésitations, ces indécisions, ces fléchissements, ces faux-fuyants, ces silences totalisés donnent la somme de leur trahison vis-à-vis de la dictature du prolétariat.

Dictature, grand mot, mot cruel, mot sanguinaire qui exprime une lutte sans trêve ni merci, une lutte à mort de deux classes, de deux mondes, de deux époques historiques universelles.

De tels mots ne se prononcent pas à la légère.

Mettre à l'ordre du jour la réalisation de la dictature du prolétariat et en même temps « craindre d'offenser » ces Albert Thomas, ces messieurs Bracke, Sembat et autres paladins du plus lâche socialisme français, ces héros du journalisme des traîtres, gens de l'*Humanité*, de la *Bataille*, etc., cela signifie trahir la classe ouvrière par légèreté, par insuffisance de sens social, par absence de caractère ou par d'au-

tres causes, mais dans chaque cas, cela veut bien dire trahir la classe ouvrière.

L'écart entre la parole et l'action a causé la perte de la Deuxième Internationale. La Troisième n'a pas même un an qu'elle est déjà en vogue et un appât pour les politiciens, qui vont là où va la masse. L'écart entre la parole et l'action commence à menacer la Troisième Internationale. Il faut à n'importe quel prix mettre partout à nu ce danger, et à chaque apparition du mal le couper dans la racine.

Les résolutions des Longuetlistes (comme les résolutions du congrès des Indépendants allemands) transforment la « dictature du prolétariat » en une sorte d'idole, comme il en fut pour les chefs, pour les fonctionnaires, les syndicats, pour les parlementaires, pour les fonctionnaires de coopératives, des résolutions de la seconde Internationale : il faut prier devant l'idole, devant l'idole on peut faire des signes de croix, il faut la saluer ; mais l'idole ne modifie pas la vie pratique pas plus que la politique.

Non messieurs, nous ne laisserons pas transformer la devise de « dictature du prolétariat » en idole verbale, nous ne tolérerons pas qu'il y ait dans la Troisième Internationale un écart entre la parole et l'action.

Si vous êtes pour la dictature du prolétariat, cessez cette politique de souplesse, mitigée de conciliation, à l'égard du social-chauvinisme, que vous menez et qui est exprimée dans les premières lignes mêmes de la première grande résolution. La guerre, a « déchiré » la Deuxième Internationale, elle l'a détournée de l'œuvre « d'éducation socialiste » et certaines de ses fractions « se sont affaiblies » en partageant le pouvoir avec la bourgeoisie, etc., etc.

Ce n'est pas un langage d'hommes partageant consciemment et sincèrement l'idée de la dictature du prolétariat. C'en est un, soit d'hommes qui font un pas en avant et deux pas en arrière, soit de politiciens. Si vous voulez tenir un tel langage, et pour dire plus exactement aussi longtemps que vous le tiendrez, et que votre politique sera la même, restez donc dans la Deuxième Internationale, c'est là qu'est votre place. Ou que les ouvriers qui par la pression de leurs masses vous poussent dans la Troisième Internationale, y viennent eux-mêmes sans vous.

Aux ouvriers du parti socialiste français, du parti socialiste-démocrate indépendant allemand, du parti ouvrier indépendant anglais, nous dirons et aux mêmes conditions : soyez les bienvenus.

Si l'on reconnaît la dictature et qu'en même temps on parle de la guerre de 1914-1918, il faut s'exprimer autrement : la guerre fut une guerre de brigands de l'impérialisme anglo-franco-russe contre ceux de l'impérialisme austro-allemand pour le partage du butin, des colonies, de « sphères » d'influence financière. Prêcher « la défense nationale » fut dans cette guerre une trahison du socialisme. Si l'on n'élucide pas jusqu'au bout cette vérité, si l'on n'extirpe pas des têtes, des cœurs, de la

politique des ouvriers cette trahison, il est impossible de se sauver des calamités capitalistes. Il est impossible de se préserver de nouvelles guerres qui sont inévitables tant que subsistera le capitalisme.

Vous ne voulez pas, vous ne pouvez pas tenir un tel langage, mener une telle propagande ? Vous voulez vous « épargner », vous ou vos amis qui hier prêchaient la « défense nationale » en Allemagne, sous Guillaume ou sous Noske, en Angleterre et en France sous le gouvernement de la bourgeoisie ? Epargnez alors la Troisième Internationale, rendez-la heureuse par votre absence.

III

J'ai parlé jusqu'ici de la première des deux résolutions. La deuxième ne vaut pas mieux. La condamnation « solennelle » du « confusionnisme » et même de toute « compromission », — paroles creuses du vocabulaire révolutionnaire, car il est impossible d'être à la fois contre toute compromission et d'avoir une compréhension évasive, panachée, confuse de la « dictature du prolétariat » tout en l'obscurcissant par la répétition de lieux communs, d'attaques contre « la politique de M. Clemenceau » (en France procéda habituellement des politiciens bourgeois qui se représentent le changement d'une clique comme un changement de régime), par un exposé de programme à base de réformisme, d'impôts, « de nationalisation des monopoles capitalistes », etc.

Les Longuetlistes n'ont pas compris et ne désirent pas comprendre (en majeure partie, ils en sont incapables) que le réformisme, sous le couvert de la phraséologie révolutionnaire, fut le mal principal de la Deuxième Internationale, la cause essentielle de sa banqueroute honteuse, du soutien apporté par les socialistes dans cette guerre où l'on a massacré des dizaines de millions d'hommes pour la solution de cette grande question : à savoir qui des clans de rapaces anglo-franco-russes ou austro-allemands devra piller la totalité de l'univers.

Les Longuetlistes sont restés en réalité les réformistes d'autrefois, couvrant leur réformisme de mots empruntés au vocabulaire révolutionnaire et employant, en qualité seulement de phraséologie révolutionnaire, la petite formule « de dictature du prolétariat ». Des chefs de cette trempe, aussi bien ceux du parti ouvrier indépendant d'Allemagne, que ceux du parti ouvrier d'Angleterre, le prolétariat n'en a pas besoin. Avec des chefs comme ceux-ci, le prolétariat ne pourra jamais réaliser sa dictature. Accepter la dictature du prolétariat, ne veut pas dire qu'à tout prix et à n'importe quel moment on doit aller à l'assaut, à l'insurrection. C'est une absurdité. Le succès d'une insurrection nécessite une préparation longue, habile, opiniâtre, coûtant bien des victimes. Accepter la dictature du prolétariat signifie : la rupture décisive, implacable, capitale, pleinement consciente par conséquent, mise en vigueur d'une ma-

nière absolue, avec l'opportunisme, le réformisme, les demi-mesures, la souplesse de la Deuxième Internationale, la rupture avec les chefs qui ne peuvent pas ne pas continuer les vieilles traditions ; avec les vieux (non par l'âge mais par les procédés) parlementaires, fonctionnaires de syndicats, de coopératives, etc.

Avec eux il faut rompre. Il est criminel de les plaindre ; cela veut dire trahir pour de misérables intérêts des dizaines de millions d'ouvriers et de paysans.

Accepter la dictature du prolétariat signifie : refaire fondamentalement une action constante de parti, descendre chez ces millions d'ouvriers, de journaliers, de paysans qu'il est impossible de sauver des calamités du capitalisme et des guerres sans les Soviets, sans le renversement de la bourgeoisie. Elucider tout cela concrètement, simplement, clairement, pour la masse, pour des dizaines de millions d'êtres, leur dire que leurs soviets doivent s'emparer du pouvoir, que leur avant-garde, le parti révolutionnaire du prolétariat, doit diriger la lutte, voilà ce qu'est la dictature du prolétariat.

Chez les Longuetistes, il n'y a pas une trace de la compréhension de cette vérité, pas une goutte de désir et de capacité de la mettre journellement en vigueur.

IV

En Autriche le communisme a traversé une pénible époque qui ne paraît pas encore terminée complètement : mal de croissance, illusions (comme si après s'être déclaré communiste, le groupe pouvait devenir une force sans lutte profonde pour l'influence parmi les masses), fautes dans le choix des personnes (erreurs inévitables au début de chaque révolution ; chez nous il y en eut toute une série).

Le journal quotidien des communistes, le *Drapeau rouge*, sous la rédaction de Korvchoner et de Tomann, montre que le mouvement se place sur une voie sérieuse.

Le degré de stupidité, de bassesse, de lâcheté, qu'atteignent les social-démocrates autrichiens n'est que trop visible dans la politique de Renner et autres Scheidemann autrichiens, que soutiennent (en majeure partie par bêtise extrême et absence de caractère) Otto Bauer et Frédéric Adler douze fois traîtres.

Voici un exemple : la brochure d'Otto Bauer : *La Marche au socialisme*. J'en ai devant moi une édition berlinoise de la librairie « *Freiheit* » apparemment du parti Indépendant qui se situe au même niveau pauvre, banal, et misérable que cette brochure.

Il suffit de donner un coup d'œil sur deux alinéas du paragraphe 9 : « L'expropriation des expropriateurs ». « L'expropriation ne peut pas et ne doit pas s'effectuer sous la forme brutale (*brutaler*) de confiscation de la propriété capitaliste et terrienne, car dans cette forme elle ne pourrait être accomplie autrement qu'au prix de la destruction des forces productives, ce qui ruinerait les masses pro-

pulaires et bloquerait les sources du revenu national. L'expropriation des expropriateurs doit, au contraire, s'effectuer sous une forme ordonnée, régularisée, au moyen d'impôts. Et le savant personnage dévoile comment on peut, par des emprunts, prendre aux classes possédantes les « quatre neuvièmes » de leurs revenus.

C'est assez, ce me semble ? Tant qu'à moi, je n'ai après ces mots (j'avais commencé à lire la brochure au paragraphe 9) plus rien lu, et sans nécessité particulière, ne lirai plus rien de la brochure de M. Otto Bauer. Car il est clair que ce meilleur des social-traitres est dans le meilleur des cas, un sot savant duquel il n'y a rien à espérer.

C'est un échantillon de pédant, un petit bourgeois dans l'âme. Il a écrit avant la guerre des livres et des articles savants admettant « théoriquement » que la lutte de classes peut aller jusqu'à la guerre civile. Il a même participé (si je suis bien informé) à la composition du manifeste de Bâle en 1912, qui prévoit directement la révolution prolétarienne par suite, comme cela s'est produit, de la guerre même qui éclata en 1914.

Mais quand il s'agit en fait de cette révolution prolétarienne, sa nature de pédant, de philistin, reprit le dessus ; il s'effraya et se mit à arroser la révolution déchaînée avec l'huile de sa phrasologie réformiste. Il a solidement appris, (les pédants ne savent pas penser, ils savent se rappeler, peuvent apprendre par cœur) que théoriquement l'expropriation des expropriateurs est possible sans confiscation. Il l'a toujours rabâché. Il l'a appris. Il le savait par cœur en 1912. Il l'a répété de mémoire en 1919.

Il ne sait pas penser. Après la guerre impérialiste, — et quelle guerre ! — qui a conduit les vainqueurs mêmes jusqu'à l'extrémité de la ruine, après le commencement de la guerre civile dans de nombreux pays, après que les faits eussent démontré, avec une ampleur internationale, l'inévitabilité de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, prêcher, en l'an 1919 de Notre Seigneur, dans la ville de Vienne, le prélèvement « ordonné » et « régularisé » chez les capitalistes des « quatre neuvièmes » de leurs revenus, il faut être pour cela, ou frappé d'aliénation mentale, ou un vieil héros de la vieille poésie allemande qui passe avec allégresse, « d'un livre à un autre livre ».

Le doux brave homme qui représente probablement un vertueux père de famille, un honnête citoyen, un lecteur et un écrivain consciencieux de livres savants, a tout à fait oublié une simple peccadille : il a oublié qu'une semblable transition « ordonnée » et « régularisée » au socialisme, (transition certainement la plus avantageuse pour le « peuple » pour parler abstraitement) suppose la solidarité absolue de la victoire du prolétariat, le désespoir absolu des capitalistes pour la situation, la nécessité absolue et la disposition chez eux à une scrupuleuse soumission.

Un tel état de choses est-il possible ? Théoriquement, c'est-à-dire dans le cas présent, en parlant de façon toute abstraite : oui, parfaitement. Par exemple : admettons que dans les neuf pays, et dans ce nombre tous les grands Etats, Wilson, Lloyd George, Millerand et autres héros du capitalisme se trouvent dans une situation telle que chez nous Youdenitch, Koltchak, Denikine et leurs ministres. Admettons qu'après cela, dans le dixième petit pays, les capitalistes proposent aux ouvriers : donnez, nous vous aiderons consciencieusement tout en nous soumettant à vos décisions, à effectuer « l'expropriation ordonnée » et pacifique (sans destruction) des expropriateurs, en recevant pour cette première année les 5/9 de l'ancien revenu, la deuxième année les 4/9.

Il est pleinement admissible, que dans les conditions que j'ai indiquées, les capitalistes du dixième Etat, dans un des plus petits et des plus « paisibles » fassent une telle proposition, et il n'y aura également aucun mal de la part des ouvriers de ce pays de l'examiner comme elle doit l'être et (en marchant, car l'acheteur ne prend pas à prix fixe) à l'accepter.

Peut-être qu'après cette explication populaire, le savant Otto Bauer et le philosophe (tout aussi réussi que le politique) Frédéric Adler comprendront, de quoi il s'agit.

Où pas encore ? ce n'est pas assez clair ?

Pensez-vous, cher Otto Bauer, chef Frédéric Adler, que la situation du capitalisme universel et de ses leaders ressemble en ce moment à celle de Youdenitch, de Koltchak et de Denikine en Russie ?

Non, pas de ressemblance ! En Russie les capitalistes sont écrasés après leur résistance acharnée. Dans tout l'univers, ils sont encore au pouvoir. Ils sont les maîtres.

Si, chers Otto Bauer et Frédéric Adler, vous n'avez pas maintenant compris de quoi il s'agit, je vous dirai encore d'une façon plus populaire :

Imaginez-vous, qu'au temps où Youdenitch se trouvait sous Petrograd, où Koltchak possédait l'Oural et Denikine toute l'Ukraine, quand ces trois paladins avaient dans leurs poches des liasses de télégrammes de Wilson, de Lloyd George, de Millerand et Cie sur l'envoi d'argent, de canons, d'officiers, de soldats, -- représentez-vous dans un tel moment l'arrivée chez Youdenitch, Koltchak ou Denikine d'un représentant des ouvriers russes disant : « Nous, travailleurs, majorité, nous vous donnerons les 5/9 de vos revenus, et ensuite nous prélèverons le reste « méthodiquement » et « pacifiquement ». Topez-là ; « sans destruction », ça va ? »

Si ce représentant des ouvriers était simplement vêtu et s'il était reçu par un général dans le genre de Denikine, on l'enverrait probablement dans un asile de fous ou on le chasserait tout bonnement.

Mais si le représentant des ouvriers était un

intellectuel élégamment vêtu, fils en outre d'un illustre papa (dans le genre de ce bon et très cher Frédéric Adler) si, de plus, Denikine n'était pas seul et le recevait en compagnie d'un « conseiller » français ou anglais, ce dernier ne manquerait certainement pas de dire à Denikine :

« Ecoutez, général, et sachez que ce représentant ouvrier est si intelligent qu'il convient à merveille pour être ministre chez nous, comme Henderson en Angleterre, Albert Thomas en France, Otto Bauer et Frédéric Adler en Autriche ».

N. LENINE.

11 février 1920.

AVIS IMPORTANT

Malgré l'emprisonnement de ses principaux rédacteurs, le BULLETIN COMMUNISTE paraît régulièrement tous les jeudis, sur 16 pages, et publie des articles des plus illustres écrivains du mouvement communiste international, qui lui assurent une autorité remarquable et une influence intellectuelle croissante dans les milieux ouvriers d'avant-garde.

Mais les augmentations successives des frais d'édition obligent le BULLETIN COMMUNISTE à limiter strictement son tirage au nombre des exemplaires de vente assurée. En conséquence, les acheteurs du BULLETIN COMMUNISTE au numéro sont instamment priés de s'abonner. Le prix de l'abonnement est exactement proportionnel au nombre de numéros désirés (0,50 chaque).

Le BULLETIN COMMUNISTE sera vendu au numéro dans plusieurs dépôts : à la VIE OUVRIÈRE, à l'HUMANITE, au JOURNAL DU PEUPLE, au POPULAIRE, à la MAISON COMMUNE, 49, rue de Bretagne ; Chez Delessalle, rue Monsieur-le-Prince ; aux Galeries de l'Odéon, au kiosque de la Bourse du Travail et chez les marchands et libraires que l'on voudra bien nous désigner comme susceptibles d'en assurer la vente.

En province, un certain nombre de dépôts de vente existent déjà. Les dépositaires de CLARTE vendent généralement le BULLETIN COMMUNISTE. La liste en sera prochainement publiée.

Prière d'écrire au camarade Reynaud, 123, rue Montmartre, pour lui signaler les libraires de Paris, de banlieue et de province susceptibles de devenir dépositaires du BULLETIN COMMUNISTE.

Prière aux groupes socialistes et communistes, aux syndicats, etc., de commander directement au camarade Reynaud les quantités nécessaires pour leurs organisations.

Il reste encore quelques collections complètes, en vente au prix normal. Ecrire pour les commandes au BULLETIN COMMUNISTE, 123, rue Montmartre, Paris.

A NOS LECTEURS

Demandez-nous des feuilles d'abonnements, et renvoyez-les au plus tôt couvertes de noms et d'adresses (sans oublier le montant).

Demandez-nous des numéros spécimens.

La rupture nécessaire

En France, comme partout, la plupart des hommes placés à la tête du mouvement ouvrier ont trahi. Beaucoup ont trahi, reconnaissons-le, involontairement. Leur trahison, ou si vous voulez, leur défaillance, devait être la rançon fatale d'une adoption — en fait sinon en principe — de la République bourgeoise, de l'accommodation paradoxale, mais indéniable, à ce régime de collaboration des classes, collaboration en la forme mais au fond assujettissement de la classe ouvrière dupée.

Ils ont failli parce qu'ils n'étaient ni des ascètes ni des saints. Ils peuvent plaider les circonstances atténuantes. *Ils n'en doivent pas moins être condamnés et écartés.* L'exercice trop prolongé de leur mandat, en les plaçant dans une situation matérielle et morale privilégiée, au-dessus de leurs mandants et en dehors de leur contrôle permanent, en les obligeant à de fréquents contacts, à des entretiens, à des pourparlers et à des accords avec les délégués de la classe ennemie, a diminué leur combativité, les a accoutumés à considérer avec une amertume de moins en moins vive, puis avec une douce indulgence, un statut social qui leur assure tant d'avantages personnels.

Peu à peu, sans le vouloir, sans le savoir — je parle des plus honnêtes — ils se sont écartés du peuple et rapprochés de la bourgeoisie. Ils ont formé une « élite », une classe spéciale. Ceux mêmes qui ne sont pas devenus les agents dévoués du capitalisme, ont été enchaînés par quelques faveurs ou par quelques courtoisies et sont devenus ses instruments.

Et tandis que la classe ouvrière, n'ayant pas les mêmes raisons d'être satisfaite, prenant de plus en plus conscience de sa servitude et de sa force, continue à se plaindre, à gronder et à marcher d'un pas de plus en plus rapide dans la voie révolutionnaire, ses « chefs » devenus des conservateurs et les plus solides piliers de la « démocratie », ne comprennent plus ni les exigences, ni les violences du prolétariat. De plus en plus endormis et apaisés par les caresses de la bourgeoisie, convaincus de l'efficacité des compromis, ils dépensent leurs meilleures forces à modérer l'irritation et à calmer l'impatience légitime de leurs mandants. Pour se maintenir en place, ils font aux masses des concessions verbales. De temps en temps, ils ouvrent la soupape de sûreté, ils laissent échapper en phrases sonores, en promesses pacifiques, ils dissolvent en vapeur la pression révolutionnaire. En fait, pendant les périodes de crise, quand la bataille menace, ils s'opposent sournoisement à toute action virile. Leur habileté est telle qu'il est difficile, hors ces périodes de combat, de pouvoir les prendre en flagrant délit de trahison. Mais que les rap-

ports se tendent entre les classes, qu'une insurrection se prépare, que les faits les contraignent brusquement à prendre parti, et ils sont démasqués. Ils abandonnent alors la politique de bascule et passent au service de la bourgeoisie.

Les mêmes causes ont engendré partout les mêmes effets. En Russie, les chefs socialistes et syndicalistes ont trahi la Révolution prolétarienne à l'exception de Lénine, de Trotsky et d'une poignée de disciples « d'agents allemands et d'énergumènes ». De même en Allemagne, la plupart des leaders social-démocrates accablent d'outrages ou assassinent Frantz Mehring et Clara Zetkin, Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, les héros et les martyrs du prolétariat.

Les travailleurs des autres pays et leurs chefs demeurés fidèles n'ont pas le droit d'ignorer de tels exemples. Nous aussi nous avons nos Scheidemann et nos Kerensky, nos Kautsky et nos Martof. Si nous ne voulons pas que les nôtres fassent perdre à la Révolution française autant de temps et au prolétariat français autant de sang que ceux d'Allemagne et de Russie, nous devons utiliser ces enseignements précieux avant qu'il ne soit trop tard. Que les révolutionnaires français, rompant tous les liens de camaraderie et d'amitié, soucieux seulement d'assurer l'émancipation des masses, n'hésitent donc pas à dénoncer et à flétrir ces mauvais bergers ; qu'ils mettent en garde et sauvent la classe ouvrière trop soumise jusqu'ici à leur influence. La révolution est chose sérieuse. Il faut la préparer sérieusement et écarter sans ménagement les amuseurs, les dilettantes et les incroyants, aussi bien que les renégats avérés.

Je ne vise pas seulement les socialistes et syndicalistes de droite, les Renaudel, les Sembat et les Jouhaux qui ont visiblement abandonné la lutte de classes, qui pratiquent sans vergogne la politique de collaboration avec la bourgeoisie, qui ont par conséquent ouvertement trahi. Ceux-là doivent être déclarés renégats comme le fut Briand naguère, à une époque où ces trahisons étaient infiniment moins dangereuses. Je vise les Cachin, les Longuet, les Merrheim — je le dis à regret à cause de la sympathie et de l'estime personnelles que je leur conserve — qui, par aveuglement et par faiblesse, à cause de leurs illusions démocratico-bourgeoises et d'une défiance de la valeur combative de notre classe ouvrière, injustifiée et inexcusable chez ses chefs, par crainte enfin de la révolution, font parfois d'excellente et souvent pitoyable besogne, s'efforcent d'accorder les contraires, applaudissent Renaudel et encensent Lénine, défendent tour à tour la Ré-

publique des Soviets en Russie et la République parlementaire en France, manifestant ainsi une absence totale de méthode et de principes, jetant la confusion et le désarroi dans les troupes qui les suivent, qu'ils devraient reconforter et qu'ils déconcertent. De tels flottements de pensée et d'action, supportables à la rigueur en temps de paix, sont inadmissibles en temps de guerre. Ceux qui s'obstinent à ne pas comprendre que l'ère des révolutions prolétariennes, ouvertes il y a deux ans par les ouvriers et paysans de Russie, se prolongera jusqu'à ce que l'Europe tout entière ait franchi cette nouvelle étape historique, ceux-là sont décidément incapables de rien comprendre.

Ceux qui, tout en comprenant les leçons de la guerre impérialiste et de la Révolution russe hésitent à se lancer dans la mêlée, à y préparer et à y entraîner les masses parce qu'ils pressentent que la lutte sera rude, qu'elle comportera sans doute une succession de succès et de revers, avant que soit assurée la victoire décisive, ceux-là sont indignes d'être comptés parmi les chefs du prolétariat. Ces hommes

qui, consciemment ou inconsciemment, se sont faits les lieutenants de la bourgeoisie, sont plus dangereux pour la classe ouvrière que les bourgeois eux-mêmes, parce qu'ils dissimulent leur action bourgeoise sous un voile socialiste.

S'ils ne renoncent pas enfin à la politique de concessions et de compromis, ils doivent être flétris et exclus. Une fois pour toutes, ils doivent être mis par vous en demeure de choisir entre la République parlementaire et la République soviétique, entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat, entre la politique de conciliation, de réformisme, de gagne-petit, qui n'a apporté et n'apportera jamais aux travailleurs que des déceptions, et la politique de lutte de classes aboutissant à l'action directe des masses dont la Révolution russe a démontré l'efficacité et dont la Révolution allemande, confisquée par la bourgeoisie avec la complicité active des social-démocrates majoritaires et la complicité passive des soi-disant indépendants, démontre la nécessité.

Jacques SADOUL.

Pour le Conseil National Socialiste DU 4 JUILLET 1920

Le Comité de la 3^e Internationale invite toutes les sections et fédérations du Parti à adopter la résolution suivante, et à donner à leurs délégués au Conseil National le mandat impératif de la défendre et de la voter.

Le Conseil National du Parti socialiste enregistre le fait que la bourgeoisie capitaliste et le gouvernement qui en est l'expression considèrent subitement comme subversifs les postulats de l'action socialiste et ouvrière, et comme séditeuse l'action de classe du prolétariat.

Il prend acte de la politique de basse vengeance exercée par le pouvoir, sous l'inspiration de la plus extrême réaction, et caractérisée par l'emprisonnement de centaines de militants socialistes et ouvriers, sous les inculpations de « complot contre la sûreté de l'Etat », de « menées anarchistes », de « provocation de militaires à la désobéissance », etc., la révocation de milliers de cheminots placés de ce fait, ainsi que leur famille, dans l'impossibilité de vivre.

Cette politique, qui range la France parmi les Etats les plus réactionnaires du monde, a déjà eu pour résultats de diminuer la production que la bourgeoisie prétend augmenter par la violence et par la restriction des libertés ouvrières déjà conquises, et d'aggraver la désorganisation créée par la guerre impérialiste, en ruinant l'activité économique de plusieurs ré-

gions, du fait de la suppression d'ateliers employant des milliers d'ouvriers qualifiés.

Ainsi, la bourgeoisie française aux abois, en affamant ces ouvriers, en les poursuivant de sa haine, en les acculant soit à la misère et à la mort, soit à porter à l'étranger, comme au lendemain de la révocation de l'Edit de Nantes et de la Commune, leur force-travail dont la France leur refuse l'emploi, dévoile toute l'hypocrisie des raisons d'intérêt national invoquées par elle pour légitimer la guerre impérialiste et contre-révolutionnaire qu'elle poursuit encore contre la Russie soviétique.

Elle montre bien que pour elle, comme pour le capitalisme de tous les Etats, l'ennemi qu'il faut abattre pour mieux l'asservir, c'est le prolétariat universel, dont l'organisation et les progrès constituent pour ses monstrueux privilèges une menace mortelle.

Afin d'entraver le développement de la révolution mondiale, les classes dirigeantes de tous les pays se concertent et agissent, décidées à ne reculer devant aucun crime pour triompher. La diversité d'attitude des différents gouvernements envers le prolétariat n'est nullement l'expression de différences de degré dans leur libéralisme, mais correspond à la résistance plus ou moins puissante des masses prolétariennes.

Ainsi, le gouvernement et le patronat français, après avoir suscité, par leurs insatiables appétits et une politique d'égoïsme et d'aveuglement, l'action directe de la classe ouvrière,

ont exercé une répression d'autant plus brutale que la force ouvrière leur est apparue plus menaçante.

Devant cette situation, le Conseil National rappelle hautement que le Parti socialiste « n'est pas un parti de réforme mais un parti de lutte de classes et de révolution ».

La lutte de classes n'est pas un accident social mais la forme permanente de résistance des exploités contre leurs exploités. Elle est imposée au prolétariat par le capitalisme, dont l'évolution rend toujours plus précaire la condition des salariés. Les travailleurs luttent non seulement contre la régression sociale qui résulterait de leur inertie ou pour la stabilisation des avantages acquis, mais pour la libération complète et définitive du travail du joug du capital.

La lutte de classes n'est pas pour les prolétaires un fait social qu'ils s'efforcent d'atténuer par des compromis avec le régime existant, mais un moyen et le seul qui leur permette d'accomplir leur mission historique, c'est-à-dire la substitution de l'ordre communiste à l'anarchie capitaliste, l'instauration du régime où, avec la suppression des classes, disparaîtra la lutte de classes.

Les formes de la lutte de classes ne sont pas livrées aux hasards d'une inspiration fortuite, ni aux caprices de quelques hommes ; elles sont déterminées par les conditions d'existence imposées aux masses par la classe dirigeante.

La désorganisation économique universelle, l'effroyable chaos où l'impérialisme a plongé le monde, l'anéantissement de centaines de milliards de richesses, la disette, les épidémies, l'aggravation constante de la misère et des servitudes, l'impuissance de la bourgeoisie à restaurer l'ordre ancien comme à instaurer l'ordre nouveau incompatible avec ses privilèges et son existence même, ont créé partout une situation révolutionnaire qui détermine l'attitude des masses. Celles-ci sont entraînées à intensifier la lutte de classes et à répondre à la violence bourgeoise par la violence révolutionnaire. Le Parti socialiste, fidèle à ses principes et à sa mission, doit les soutenir, les guider et les entraîner vers l'accomplissement de leur destin.

Envisageant la situation générale actuelle, et solidaire du prolétariat mondial, le Conseil National déclare que le prolétariat n'a pas d'autre alternative que se condamner à subir la dictature toujours plus oppressive de la bourgeoisie ou se libérer par la révolution.

En conséquence, il affirme :

I. — *La tâche du prolétariat consiste à l'heure actuelle en la mainmise immédiate sur le pouvoir de l'Etat capitaliste et son remplacement par un appareil gouvernemental prolétarien.*

II. — *Le type de l'Etat prolétarien doit être, non pas la fausse démocratie bourgeoise, mais la démocratie prolétarienne, non pas le parle-*

mentarisme, mais le self-gouvernement des masses par l'intermédiaire de leurs organes électifs ; non pas la bureaucratie capitaliste, mais les organes d'administration créés par les masses elles-mêmes avec leur participation réelle à l'administration et à l'œuvre socialiste constructive. La forme concrète est le pouvoir des soviets ou des organisations similaires.

III. — *La dictature du prolétariat doit être le levier de l'expropriation immédiate du capital, de la suppression du droit de propriété privée ; de l'institution du travail obligatoire ; de la socialisation des moyens de production et d'échange : terre, industrie, mines, moyens de transport, sous la gestion directe des paysans, ouvriers, mineurs, cheminots, marins.*

IV. — *La méthode principale consiste dans l'action des masses du prolétariat pouvant aller selon la résistance de l'adversaire jusqu'au conflit à main armée avec le pouvoir de l'Etat capitaliste.*

Le Conseil National déclare en outre que le Parti socialiste mettra tout en œuvre pour assurer, sans compromission aucune avec la bourgeoisie, et d'accord avec l'Internationale communiste, la réalisation rapide de ce programme.

Le Conseil National envoie, à tous ceux qui expient dans les geôles de la République bourgeoise le crime d'avoir défendu ses principes et cette tactique, l'assurance de sa complète solidarité.

Il s'engage à agir par tous les moyens en son pouvoir pour que la liberté et le travail soient rendus à toutes les victimes de la répression capitaliste et de la vindicte patronale.

La Commission Exécutive.

Notre Bulletin

A tous ceux qui souscriront un abonnement de 50 numéros, nous enverrons gratuitement (sur leur demande) huit publications à choisir dans la liste ci-dessous. Les indiquer seulement par les numéros.

Les abonnés à 20 numéros auront droit à quatre de ces publications.

Pour le port, joindre 0 fr. 50 en timbres pour les envois de 4 exemplaires, ou 1 franc pour ceux de huit.

Ceux qui sont déjà abonnés à 20 numéros peuvent nous demander leurs brochures.

LISTE DES PUBLICATIONS A CHOISIR

1. Manifeste et Résolution de l'Internationale communiste.
2. Hommage à la République des Soviets, par Henri Barbusse, etc..
3. Pochette de cartes postales (Lénine, Trotsky, Lounatcharsky, Alexandra Kollontai).
4. Lettre aux ouvriers américains, par N. Lénine.
5. Les problèmes du Pouvoir des Soviets, par N. Lénine.
6. Terreur blanche et Terreur rouge, par Tchitchérine.
7. 2^e ou 3^e Internationale, par Robert Thal.
8. Vive la République des Soviets ! par Jacques Sadoul.
9. Eloge des Bolcheviks, par Boris Souvarine.
10. La 3^e Internationale, par Boris Souvarine.

Lettre à Jean Longuet et aux Reconstructeurs

Nous publions d'autre part une réponse décisive de Lénine aux reconstructeurs. Nous publions ici une autre réponse, celle-là même que les reconstructeurs ont sollicitée, celle de Kemerer, qui les confondra d'autant plus que Kemerer, était l'ami personnel de plusieurs d'entre eux, comme il était l'ami de plusieurs d'entre nous. Kemerer ignorait, en écrivant cette lettre, que le Populaire s'est dressé en ennemi acharné et perfide des communistes allemands, anglais, hollandais, américains, polonais, français, etc. Nous le connaissons trop pour douter qu'il eût une minute hésité à rompre avec ses ex-camarades, s'il avait été présent en France et témoin de l'action néfaste des reconstructeurs pendant le semestre qui vient de s'écouler.

Je trouve dans les numéros du *Populaire* et de la *Vie Ouvrière* des appels à mon témoignage. Touché de votre amical souvenir et de votre confiante évocation, j'ai hâte de me présenter à la barre et de remplir mon devoir de témoin, non seulement comme bolchevik, mais en même temps comme ami du *Populaire* et de la *Vie Ouvrière*. En effet, vous savez mon amitié profonde pour le *Populaire* de Paris et pour les *Amis du Populaire*, parmi lesquels je compte tant d'amitiés personnelles qui me sont chères, aussi bien par le passé commun que par l'espoir profond et entier que j'ai de les retrouver un jour dans nos rangs, dans un soviet des ouvriers et des paysans de France.

Ne rapetissons pas la polémique entre vous et notre bon ami Lorient, ne la réduisons pas à la question de savoir, qui est plus exact dans ses renseignements sur la situation en France et qui en informe mieux la Russie des soviets. Il est évident que malgré tous les efforts de nos amis pour nous renseigner le mieux possible, la dévastation de l'Europe après la guerre et le blocus qui pèse sur la Russie nous laissent parfois dans l'ignorance de tel ou tel détail de la vie politique française, du rôle exact de telle ou telle personne ou de tel ou tel organe. D'ailleurs, les hommes politiques français sont dans le même cas pour les choses qui se passent hors de France. Je me souviens très bien qu'encore à la veille de mon départ de Paris, nous ne savions pas grand-chose de ce qui se passait, non seulement dans les pays dits ennemis, mais même dans l'Angleterre alliée et toute proche.

Néanmoins, la situation générale, dans son ensemble, se présente dans le monde entier

avec clarté : partout, dans toutes les branches nationales de l'ancienne Internationale, il s'est formé trois groupements caractéristiques. D'un côté, ce sont les anciens socialistes qui, depuis la guerre, se sont mis carrément au service de la bourgeoisie et qui, en fait, ne déploient toutes leurs forces que pour soutenir l'édifice capitaliste chancelant et détourner la classe ouvrière de sa voie révolutionnaire, soit en se liant à la « Société des Nations » ou à la deuxième Internationale, soit en participant ou en sous-participant au pouvoir de la bourgeoisie. En face d'eux se dressent, avec les partis de la classe ouvrière demeurés vigoureux et révolutionnaires, les communistes de la troisième Internationale, qui, se groupant autour de la révolution communiste de Russie, partent hardiment à l'assaut du capitalisme avec les glorieuses devises du manifeste communiste : la prise du pouvoir par le prolétariat et l'établissement de la dictature de la classe ouvrière. Entre ces deux courants nettement, franchement accusés, on retrouve partout une fraction centriste, qui, groupant d'excellents militants, mais comptant aussi parfois dans ses rangs des renégats et des traîtres d'hier ou de demain, s'épuise à vouloir réaliser une unité impossible entre le vieux et le nouveau monde.

Qu'ils s'appellent Indépendants en Allemagne, anciens minoritaires en France, ou autrement ailleurs, les centristes évoquant, ici le fétiche de l'unité et là, prenant leur propre débilite révolutionnaire pour la débilite de la classe ouvrière, qu'ils n'envisagent qu'à travers l'atmosphère corrompue du Parlement, ne peuvent pas se décider à rompre définitivement avec la société capitaliste, mais craignent de perdre la confiance des masses ouvrières, ce qui les accule fatalement à tromper celles-ci.

Mais d'abord, réglons une question personnelle qui a, paraît-il, à vos yeux, une grande importance.

Cher camarade Longuet et vous, chers camarades du *Populaire*, nous connaissons tous ici les grands services rendus à la République des soviets par la campagne du *Populaire*, qui, le premier dans l'atmosphère d'abrutissement de la guerre, a élevé la voix pour la défense des ouvriers et paysans de Russie luttant pour le communisme. Je connais mieux que quiconque et j'ai fait connaître à tous nos amis les menaces et les attaques des ennemis de la classe ouvrière que cette campagne vous a values. Dans mon premier rapport public sur la situation de la France, fait en réunion plénière du soviet de Moscou, j'en ai parlé avec une admiration sincère et, dans un radio que vous avez probablement vu, le so-

viet de Moscou a salué avec une reconnaissance émue, la campagne du *Populaire*. Mais aujourd'hui il ne s'agit plus du sort de la République des soviets, mais bien du mouvement international de la classe ouvrière du monde entier, la France y compris.

Les ouvriers et les paysans de Russie, la main sur le fusil et grâce à la place que la révolution russe a acquise dans le cœur de tout ouvrier et paysan conscient, envisagent sans anxiété, le sort de leur République. La question qui se pose à présent devant nous est celle du programme et de la tactique du mouvement international. C'est elle qui est soulevée par la création de la troisième Internationale : celle-ci n'est donc pas une question russe, mais touche directement les intérêts vitaux de la classe ouvrière du monde entier. Envisageant ainsi la situation internationale et appréciant sous cet angle, le rôle des différents groupements socialistes dans le monde, nous les voyons partout identiques dans les traits généraux, malgré la grande variété des conditions particulières de chaque pays dont, bien entendu, il faudra toujours tenir compte dans l'action quotidienne.

J'ai sous les yeux votre projet de motion pour le congrès de Strasbourg. Dans le paragraphe 3, vous affirmez que la situation, qui apparaît dans la plupart des états est révolutionnaire, et que la composition de la deuxième Internationale ne correspond plus à cette situation révolutionnaire. Vous constatez que le parti socialiste français ne peut plus demeurer dans une organisation internationale où l'Allemagne n'est plus représentée que par les complices du kaiser et d'où sont sorties trois organisations importantes en entier et de nombreuses fractions. Après avoir fait ces constatations, dans la partie pratique de votre motion où il s'agit de formuler devant la classe ouvrière les buts de guerre du Parti et sa tactique, vous appelez pour tout programme la classe ouvrière à se dresser en défenseur de la Troisième République, cette république de la dictature de la bourgeoisie, de la caste financière, et de la presse corrompue. Après avoir constaté l'impossibilité de rester dans la deuxième Internationale et « reconnu qu'aucune des déclarations fondamentales de l'Internationale de Moscou n'est en contradiction avec les principes essentiels du socialisme, que la thèse de la dictature du prolétariat, destinée à assurer le passage de la société capitaliste au régime socialiste, est la base de toute conception révolutionnaire et que l'institution de conseils d'ouvriers est évidemment l'un des moyens les plus efficaces pour arriver à cette prise de possession du pouvoir », vous aboutissez non pas à la seule solution logique, claire et évidente, c'est-à-dire à la sortie éclatante de la deuxième Internationale et à l'entrée immédiate dans la troisième, mais de nouveau vous faites appel aux « délibérations en commun qui doivent avoir lieu entre les partis socialistes », c'est-à-dire entre les partis de Scheidemann, Noske, Van-

dervelde, Branting, Renaudel, Thomas et autres, qui ne correspondent plus à la situation révolutionnaire et à la troisième Internationale.

Voilà un salut fraternel à la révolution russe et à ses victoires (avec une crainte évidente de saluer carrément les victoires de l'Armée rouge) ; ce couplet est évidemment destiné à satisfaire Paul Faure, Dunois, Renoult et autres « excellents communistes militants, victimes du contre-sens sur l'unité », comme le dit Raymond Lefebvre dans un article vigoureux dans la *Vie Ouvrière*, mais ce salut à la révolution russe est lui-même précédé par des réserves — combien vieilles et combien malignes ! — sur l'impossibilité de connaître les détails ni complètement toute l'œuvre et tous les actes de la Révolution russe.

Ces réserves sont évidemment destinées à rendre la motion acceptable pour les élus de la Haute-Vienne et autres qui craignent tout d'abord de se solidariser de trop près avec la dictature des bolcheviks. Voici maintenant quelques expressions étranges pour une motion internationaliste comme cette évocation du « mâle courage de la race » qui est évidemment destinée aux courageux amis limousins. Comment voulez-vous que la classe ouvrière vous comprenne, vous estime et vous suive, à travers ces formules torturées, ces motions pleines d'équivoques, de réticences, de réverences à gauche et à droite ?

Entendons-nous bien. Il n'est pas un seul bolchevik russe ou autre qui réclame d'un socialiste étranger de descendre immédiatement à une heure fixée d'avance, dans la rue, pour y faire la révolution immédiate. *L'Internationale communiste* a publié pas mal d'articles où elle a maintes fois déclaré reconnaître les différentes situations existant dans différents pays, et où les leaders de la troisième Internationale ne réclament même pas de nos amis étrangers de renoncer à utiliser le parlementarisme, les élections et tous les moyens de la lutte quotidienne de la classe ouvrière.

Je me rappelle le programme électoral, vraiment communiste et révolutionnaire, présenté par le groupe Lorient au printemps 1919 et auquel j'ai souscrit moi-même des deux mains. Mais une fois la constatation de la situation révolutionnaire faite, il s'agit de dresser devant la classe ouvrière un programme d'action révolutionnaire net et franc, de lui indiquer une tactique révolutionnaire sans compromis ni faiblesse, la tactique claire et éprouvée qu'a forgée le marxisme d'avant-guerre encore : esprit nettement révolutionnaire dans toute l'action parlementaire et propagande vigoureuse adressée du haut de la tribune aux masses travailleuses, et non pas habiletés oratoires adressées aux banquettes parlementaires ; travail constant d'organisation et de propagande parmi les ouvriers et paysans, dans les syndicats et coopératives aussi bien dans l'armée que dans la flotte ; rattachement de toutes les questions particulières de la lutte quotidienne dont l'énuméra-

tion constitue votre programme d'action intérieure, à la situation révolutionnaire générale et à l'action révolutionnaire et armée qui en découle inévitablement ; approfondissement révolutionnaire de chaque conflit partiel et de toute action particulière, etc..

Mais il est bien entendu que pour une lutte pareille il faut avoir ses coudées franches et aussi des compagnons de lutte d'accord sur le but et les moyens dans la lutte quotidienne à l'intérieur du pays aussi bien que dans le cadre de la lutte internationale.

Il est évident que le fétichisme de l'unité que vous évoquez toujours paralyse toute action. Longuet désire conserver l'unité avec Cachin, Cachin avec Lafont, Lafont avec Renaudel, Renaudel avec Thomas, etc.. On aboutit à un quadrille qui tourne toujours dans le même cercle, qui ne peut que repousser ce qu'il y a de vigoureux, d'actif et de conscient dans la classe ouvrière et qui répugne à tout militant qui désire de l'action nette et franche, de l'action révolutionnaire. Ou bien alors cette unité n'est qu'un prétexte pour masquer l'absence de volonté d'agir et dans ce cas il faut la démasquer au plus tôt, pour dégager les énergies latentes dans le parti ; ou enfin c'est une fascination malade qui s'explique par le manque de confiance dans les propres forces du parti et de la classe ouvrière, et alors il faut la rejeter sans hésiter et sans attendre.

Chers camarades et amis, est-il vraiment démontré qu'en rompant avec les majoritaires et en se liant étroitement pour la lutte commune avec le groupe Loriot, vous seriez plus faibles et que votre influence sur la classe ouvrière diminuerait ?

Voyez plutôt le sort tragique de Merrheim qui, depuis le jour où il a rompu avec la gauche des syndicats et préféré Jouhaux à Monatte, roule constamment plus bas, si mes renseignements sont exacts. Voyez comme ce Zimmerwaldien qui jadis a groupé autour de lui les respects et les sympathies de tout ce qu'il y avait de révolutionnaire dans la classe ouvrière refuse sa collaboration à cette feuille courageuse qu'est la *Vie Ouvrière* et ne se refuse nullement aux consultations constantes, presque à la collaboration avec Clemenceau ou au moins avec les collaborateurs de ce dernier, tels que Jouhaux et autres. De ces équivoques sur l'unité, n'aboutissez-vous pas à ce confusionnisme malfaisant que vous flétrissez dans votre propre motion, qui débilite, qui affaiblit toute énergie et tout désir d'action au sein de la classe ouvrière et embrouille tout programme à tel point que ce sont encore les Thomas et les Renaudel qui réussissent à continuer leur politique d'asservissement de la classe ouvrière à la cause de la bourgeoisie ?

Permettez-moi de vous dire carrément : Loriot a le droit d'être fier en voyant les événements lui donner raison et le mouvement français se rapprocher de plus en plus de la doctrine communiste qu'il a défendue, lui, depuis

le premier jour de la guerre. Oui, Loriot ne se trompait pas quand il déclarait dans son article attendre avec confiance mon témoignage ; il savait — et il faut qu'on le dise devant la classe ouvrière de la France — que l'estime générale et la solidarité totale des communistes du monde entier sont acquises à ce probe et courageux lutteur de la première heure et à tout son groupe ; mais ce qui importe le plus, c'est que les événements qui se développent dans tous les Etats, peut-être pas avec la rapidité souhaitée, mais en tout cas avec une force et une précision irrésistibles, donnent raison au programme et à la tactique préconisés par la troisième Internationale, dans le monde entier et par Loriot et son groupe en France. Tout révolutionnaire français doit pouvoir s'élever au-dessus des petites chicanes personnelles qui surgissent souvent dans les polémiques et reconnaître la leçon des événements, en tirer les conséquences, retrouver ses amis véritables, et rompre avec cette union sacrée dans le parti dont parle si spirituellement Raymond Lefebvre, cette union sacrée, laquelle, qu'on le veuille ou non, aboutit à la trahison de la classe ouvrière.

L'idée de la trahison répugne certainement au groupe de la Reconstruction de l'Internationale. Pour moi, je me refuse à admettre que ces bons militants dont je vois la signature au bas du projet de motion puissent rester encore longtemps dans cette situation trompeuse, plus dangereuse, si vous le voulez, pour le mouvement de la classe ouvrière, que la trahison franche et palpable des chefs actuels de la deuxième Internationale. Et je vous quitte en vous disant : au revoir dans la troisième Internationale.

A. KEMERER. (V. Taratouta.)

Moscou, Kremlin, le 16 février 1920.

Comité de la 3^e Internationale

Pour le Conseil National

Les fédérations de province qui ont voté pour la motion du Comité de la 3^e Internationale au Congrès de Strasbourg et qui n'ont pas la facilité de se faire représenter au prochain Conseil national, sont priées de faire parvenir leurs mandats au camarade Jean Ribaut, secrétaire provisoire, 1, rue du Faubourg-Saint-Martin, Paris (10^e).

Commission d'Études

Les réunions de la Commission d'Études auront lieu tous les jeudis, à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne.

Commission Exécutive

Les réunions de la Commission exécutive auront lieu tous les mercredis, à 18 heures, 49, rue de Bretagne.

Réunion Plénière

Réunion plénière du Comité, vendredi 25 juin, à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne.

LES ÉLECTIONS ALLEMANDES

La guerre et ses conséquences économiques ont renforcé la lutte de classe. Dans tous les pays, le même phénomène se produit. Les partis du centre, modérés, soucieux de conserver les pratiques vieillies de la démocratie bourgeoise se désagrègent au profit des extrêmes : les partis réactionnaires et les partis révolutionnaires. De plus en plus clairement la concentration des forces se fait à l'extrême droite et à l'extrême gauche et le dilemme se pose brutal et déconcertant pour ceux qui ne veulent ou ne peuvent comprendre la période révolutionnaire que nous vivons : dictature bourgeoise, militaire, avec toutes les mesures de répression qui l'accompagnent, contre la classe ouvrière, ou dictature du prolétariat, avec toutes ses mesures de répression aussi, mais dirigées non plus contre le peuple travailleur au profit des parasites, mais contre tous les vautours du capitalisme au profit du peuple.

Cette concentration aux extrêmes que toutes les élections ont démontrée depuis la fin de la guerre, dans tous les pays du monde, se retrouve dans les dernières élections allemandes. Les partis de la coalition républicaine : majoritaire, démocrate et centre, sont fortement diminués au profit de la gauche, le parti indépendant, et de la droite réactionnaire qui ne cache pas ses sympathies monarchistes. La faillite des socialistes majoritaires est caractéristique ; ils tombent de 11.000.000 de suffrages à 5.000.000 à peine. Le régime de Noske-Scheidemann est jugé et condamné par la classe ouvrière allemande.

La situation créée par cette concentration aux extrêmes est difficile : le cabinet est démissionnaire et, dans les coulisses de la démocratie, on cherche des combinaisons gouvernementales.

La coalition centriste actuelle est trop faible pour vivre, elle doit chercher un appui à gauche ou à droite.

A gauche, les Indépendants, sollicités, refusent de s'y laisser prendre. Ils sont liés par les décisions de leurs congrès et savent bien que la collaboration gouvernementale avec les assassins de Liebknecht et une partie de la bourgeoisie, signifie la mort du parti. L'expérience des majoritaires est trop fraîche pour que les Indépendants la répètent à leurs dépens. C'est donc à droite, sur le parti réactionnaire que s'appuiera le nouveau gouvernement. Il y a longtemps que la réaction a l'influence prépondérante sur la coalition. Mais peut-être les majoritaires auront-ils tiré de la leçon qu'ils viennent de recevoir un peu de sagesse et obliqueront-ils à gauche après avoir épuré leur parti. Dans le cas où ils refuseraient de partager le gouvernement avec la droite le nouveau gouvernement bourgeois aurait toute la classe ouvrière contre lui et il lui deviendrait impossible de gouverner. Déjà certains journaux parlent de dissolution pro-

chaine de ce Reichstag qui ne peut former de gouvernement stable.

Cette situation créée par la lutte de classe renforcée n'est pas spéciale à l'Allemagne. En Italie, Nitti vient de donner une nouvelle fois la démission du cabinet. La Chambre est aussi peu stable que le nouveau Reichstag et on parle aussi sérieusement de la dissoudre. En Bulgarie, la dissolution eut lieu, les nouvelles élections faites sous l'état de siège donnèrent une plus forte concentration aux extrêmes. Le parlementarisme aboutit lui-même à une impasse, il se révèle impuissant devant la lutte de classe. La seule solution possible après la dictature de droite qui ne peut durer que jusqu'au moment où elle aura soulevé la masse ouvrière contre elle, c'est la dictature du prolétariat révolutionnaire.

Le Parti communiste allemand, pour la première fois, a pris part aux élections. Il recueille 400.000 suffrages environ. Ce petit nombre s'explique aisément par une série de causes que nous ne ferons qu'énumérer. 1. Jusqu'à son dernier congrès, le P. C. avait inscrit l'antiparlementarisme à son programme et avait fait de la propagande dans ce sens. Ce n'est pas en quelques semaines qu'on peut détruire la mentalité formée par la propagande antérieure. 2. Il y a quelques mois, le P. C. s'est divisé ; la moitié environ de ses membres furent exclus et formèrent le Parti communiste ouvrier resté antiparlementaire et qui a entraîné la majorité du parti communiste à Berlin, Hambourg, etc. 3. Pendant toute l'année dernière le parti, traqué par la police de Noske, fut illégal, ses journaux interdits, les assemblées dissoutes ou secrètes. Il a maintenu sa vie intérieure, mais n'a pu rayonner et faire sa propagande. Quelques semaines de propagande électorale ne suffisaient pas à couvrir le déficit de cette longue période de persécution. 4. Enfin le P. C. a mené la lutte électorale sans avoir de programme parlementaire. Il ne promettait rien aux électeurs, il avait à son programme l'abolition du parlementarisme et la dictature prolétarienne. Les 400.000 voix qu'il a recueillies sur ce programme révolutionnaire et dans ces circonstances très défavorables, montrent qu'il y a en Allemagne 400.000 communistes conscients, sans compter ceux en nombre au moins égal qui se sont abstenus de voter. Nous n'espérons pas un pareil résultat qui montre la vitalité de Spartakus.

Quelle que puisse être l'issue de la crise gouvernementale provoquée par les élections, une constatation demeure, qui s'applique à tous les pays, c'est que les antagonismes de classe, loin de s'affaiblir et de s'atténuer par la pratique du parlementarisme démocratique, grandissent au point de rendre le parlementarisme et la démocratie impossibles.

J. HUMBERT-DROZ.

LA POLOGNE ET LA RUSSIE

(Suite et fin)

Les communistes polonais, traqués et persécutés par le gouvernement « démocrate », lançaient, il y a plus d'un mois, leur appel vibrant à la conscience du prolétariat international (1). Ils le suppliaient de prévenir, par des démonstrations et des grèves, le déchaînement de forces militaires considérables accumulées par la Pologne avec l'aide de l'Entente contre la République des Soviets. Malheureusement cet appel resta stérile. Les Lloyd George et les Millerand avaient bien caché leur jeu ; la reprise annoncée des relations commerciales avec la Russie semblait exclure la probabilité d'une nouvelle agression. La crédulité excessive du prolétariat aux paroles des maîtres qui l'ont si souvent trompé est un des symptômes du manque de conscience de classe des ouvriers de l'Europe occidentale. Même dans certains milieux communistes, on se raillait de ceux qui prenaient au sérieux la menace d'une nouvelle attaque des puissances capitalistes contre la Russie et qui poussaient à prendre des mesures pour devancer l'ennemi. Il a fallu l'avance des Japonais en Sibérie et l'agression traîtreuse de la Pologne pour désabuser ces camarades trop confiants. Devant les faits, heureusement, la passivité coupable du prolétariat se dissipe et un frisson de solidarité s'élève dans ses rangs. Les ouvriers d'Allemagne et d'Angleterre n'ont pas attendu l'appel de Moscou, venu à nous ces derniers jours par le télégraphe sans fil, pour se dresser afin de défendre la révolution russe, patrie commune de tous les prolétariats.

A Berlin, le 11 mai, plus de 80.000 ouvriers, malgré les souffrances et les privations qui les accablent, malgré le passé torturant et l'avenir gris de menaces, ont parcouru les rues en protestant contre la présence du sinistre assassin Mannheimer dans la capitale et les agissements à peine cachés de la contre-révolution russe. En Angleterre, on ne s'est pas borné à des manifestations. Par suite d'un effort vigoureux de propagande, les dockers de Londres ont refusé d'achever le chargement du *Jolly George*, qui portait des armes et des munitions destinés à la Pologne. Les armateurs ont dû se décider à faire décharger les canons pour que le navire puisse partir. Dernièrement la section de l'exportation du syndicat des dockers a voté une résolution faisant appel à la Fédération des transports et à la fraction parlementaire du Labour Party, les invitant à faire le nécessaire pour prévenir l'envoi de munitions sur le front anti-bolchevique. En outre, ces ouvriers ont pris l'engagement solennel de ne pas manier eux-mêmes des munitions destinées à la Pologne ou à un des autres pays en guerre avec la Russie.

(1) Cet appel a été publié dans la *Vie Ouvrière* du 16 avril 1920.

Le geste pratique du prolétariat des transports n'a pas été sans porter des fruits dans la sphère politique. Le ministre de la Guerre Bonar Law a été forcé d'avouer, à une séance du Parlement, ce qu'il avait toujours nié : que l'Angleterre, tout en négociant la reprise des relations commerciales avec la République des Soviets, trempait dans la nouvelle conspiration contre elle. Le ministre a ajouté, avec l'hypocrisie caractéristique de la bourgeoisie anglaise — cet hommage que son vice à elle rend à la vertu — que l'honneur et la bonne foi exigeaient de livrer à la Pologne les munitions et les armes achetées par celle-ci il y a neuf mois. Certes, cette réponse offre aux adversaires libéraux et travaillistes du ministère une occasion excellente de lui susciter des difficultés, comme du reste l'a déjà fait le rusé Asquith.

Mais tout ceci n'est encore, en somme, que des manœuvres politiques. Ce n'est pas une interpellation de radicaux ou de socialistes dans n'importe quel Parlement du monde qui peut empêcher la réalisation du grand complot contre la Russie des Soviets : c'est uniquement l'entrée en action des masses prolétariennes des principaux pays de l'Entente.

Plus que l'Angleterre, où des fractions importantes de la bourgeoisie industrielle et commerciale veulent sérieusement la paix avec la Russie, qu'ils considèrent en ce moment plus profitable que la guerre, — plus que l'Amérique, à demi-désengagée des destinées de la misérable Europe en ruines, la France est engagée à fond dans le grand complot anti-bolcheviste. Car la France, comme le dit avec raison le manifeste énergique du Secrétariat Ouest-Européen, « n'a jamais cessé de considérer la Russie comme une colonie qui doit être saignée pour l'intérêt du capital français ».

C'est afin d'exploiter la Russie pour son avantage à elle que la France a fait œuvre commune avec la convoitise des junkers et des capitalistes polonais, dont les campagnes et les usines s'étendaient autrefois bien avant dans les terres russes et qui ont perdu leurs richesses par la victoire des masses travailleuses de Russie.

Si c'est l'or américain qui, en premier lieu, sert à équiper et à ravitailler les armées polonaises, c'est le militarisme français qui, en premier lieu, a fait l'éducation de ses armées, qui leur procure des instructeurs et des chefs, comme le font surtout les fabriques françaises qui leur procurent des armes et des munitions. Il n'est donc que juste que ce soit le prolétariat français qui se porte au premier rang de l'action pour la Russie des Soviets.

Les ouvriers français viennent de démontrer que l'élan et l'esprit de combativité révolu-

tionnaire ne sont pas affaiblis en eux. Leurs grandes grèves récentes et spontanées pour des revendications d'ordre économique mais où passait un souffle de révolte sociale l'ont prouvé. En reprenant l'arme de la grève pour des buts de solidarité révolutionnaire internationale — de nos jours, au fond, les seuls buts vraiment pratiques, les seuls dont la réalisation répondra aux attentes des militants convaincus — ils pourront forcer leur gouvernement à battre en retraite. Par là, un des principaux anneaux de la chaîne qui s'appelle la réaction internationale serait prisé.

Ce n'est pas uniquement de la Russie des Soviets qu'il s'agit dans l'effort qui s'impose au prolétariat européen, mais également de la Pologne. Déjà le gouvernement de Piloudski commence à changer de ton. Effrayé par l'opposition d'une partie de sa propre bourgeoisie, par le mécontentement manifesté dans plusieurs unités de l'armée polonaise, par la fermeté pleine de confiance de Moscou et le geste décidé du prolétariat de Berlin et de Londres, il ne parle plus de la « libération de l'Ukraine », mais d'une « juste paix », rétablissant les frontières polonaises de 1772. Il semble possible que l'agression ne sera pas continuée, mais qu'on voudra imposer la paix à la Russie avant que les armées rouges rappelées du front sud ne soient sur place. Mais cette paix doit être, dans la pensée de ses promoteurs, une seconde édition de celle de Brest-Litovsk, taillant dans le vif de la République des travailleurs, imposant à celle-ci des conditions scandaleuses et de lourdes obligations, la dépouillant comme le bandit dépouille sa victime. Une paix de ce genre, dictée par la bande noire de la réaction internationale à la Russie des Soviets, aurait pour effet presque sûr de retarder l'effondrement du régime pourri en Pologne, auquel la victoire militaire procurerait un certain prestige et certains avantages économiques lui permettant de durer. Si, au contraire, la Pologne, tant par l'effort héroïque des armées rouges de Russie que par l'action vigoureuse du prolétariat international, ne retirait aucun avantage de son agression criminelle, la révolution qui couve en elle probablement éclaterait. Les masses du peuple polonais se déferaient de la bande de malfaiteurs qui les exploite et les tyrannise et se constitueraient en république soviétiste. Il est également probable que le flot révolutionnaire ne s'arrêterait pas aux frontières polonaises.

C'est vraiment toute la révolution qui est en jeu aujourd'hui et il est du devoir des communistes de le faire comprendre aux masses laborieuses de l'Europe occidentale.

20 mai 1920.

Henriette ROLAND-HOLST.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

NOTRE SOUSCRIPTION

12^e Liste

Ducret, Montceau-les-Mines, 10 fr. — Anonyme (Clarté), 0 fr. 50. — Bès, Orange, 5 fr. — Section Socialiste de Somain (Nord), 15 fr. — Carel, 10 fr. — André Baret, 20 fr. — Un communiste (Nîmes), 10 fr. — Robert, César, André, 8 fr. 40. — Mathon, 5 fr. — Saluron, Oyonnax, 10 fr. — Un Russe, 20 fr. — Lavigne, 5 fr. — Pour la documentation, 5 fr. — Duverger, Nîmes, 25 fr. — Armand, 10 fr. — B. C. M., 2 fr. — Produit d'une quête versé par Perrin, 47 fr. 10. — André Coulomb, 10 fr. — Blaise, 5 fr. — Vive Sadoul, 2 fr. — K. L., 15 fr. — Un Révoqué, 0 fr. 50. — En prenant un abonnement, 5 fr. — Géo, 5 fr. — M. Lhermitte, 10 fr. — Mme Lhermitte, 10 fr.

Total de la 12^e liste..... 270 50
Total des listes précédentes..... 2.484 75

Total général..... 2.755 25

NOS MEETINGS

Continuant la série de ses meetings, le Comité de la 3^e Internationale a donné hier à Aubervilliers une réunion qui a obtenu le plus vif succès. Nous en reparlerons.

Ce soir jeudi, à Saint-Ouen, salle des Fêtes

GRAND MEETING

Sous la présidence de *Cordon*, maire, assisté des camarades *Garnier* et *Lebrun*.

Orateurs : *Citoyenne Brunet*, *Humberdot*, *Godounèche*, *M^e Létrange*, *Rappoport*, *Jean Ribaut*, *Treint*.

Mardi 30, meeting à Saint-Denis.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAIT TOUS LES JEUDIS

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE

50 numéros..... 25 francs
20 numéros..... 10 francs
10 numéros..... 5 francs

ETRANGER

50 numéros..... 30 francs
20 numéros..... 12 francs
10 numéros..... 6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre - PARIS

Le Gérant : R. APERÇE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
Georges Dangon, imprimeur
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)